

**COUR SUPÉRIEURE**  
(Chambre civile)

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-17-124710-230

DATE : LE 19 MARS 2026

---

**SOUS LA PRÉSIDENCE DE : L'HONORABLE GUYLÈNE BEAUGÉ, J.C.S.**

---

**PATRICK LYNCH**

et

**9367-8068 QUÉBEC INC.**

Demandeurs

c.

**FIERA COMOX PARTNERS INC.**

et

**COMOX EQUITY PARTNERS INC.**

et

**FC PRIVATE EQUITY I L.P.**

et

**FC PRIVATE CREDIT I L.P.**

et

**FC PRIVATE EQUITY GP I INC.**

et

**FC PRIVATE CREDIT 1 GP INC.**

Défenderesses

---

**JUGEMENT**

---

## 1. APERÇU

[1] Les demandeurs ont, après la production de la défense, modifié leur demande introductive d'instance par l'ajout d'allégations et de pièces, notamment pour contrer certaines affirmations des défenderesses.

[2] La demande de radiation d'allégations et de retrait de pièces des défenderesses s'avère non fondée. L'admissibilité ou la pertinence des nouvelles allégations relèvera de l'appréciation du juge du procès. De plus, elles n'invitent pas la Cour à statuer sur des questions sujettes à des clauses d'arbitrage et de confidentialité.

## 2. CONTEXTE

[3] Le demandeur Patrick Lynch occupe des fonctions en stratégie d'investissement pour la défenderesse Fiera Comox Partners inc. (**FIERA COMOX**) du 1<sup>er</sup> novembre 2017 au 30 mai 2022, date de son congédiement sans cause. Sa rémunération se composait d'un salaire de base, de boni, ainsi que de commissions de performance (participation aux « *carried interests* », aussi appelés « *performance fees* »). Cette participation se déterminait par l'attribution de points sur certains investissements des stratégies, ces points représentant une part des profits générés par ces investissements.

[4] Le 11 avril 2023, M. Lynch et sa société de portefeuille 9367-8068 Québec inc. (**PLHOLDCO**) déposent une demande introductive d'instance (**DEMANDE INITIALE**) par laquelle ils recherchent plusieurs conclusions, notamment :

- Une indemnité de fin d'emploi de 1 141 667 \$ équivalant à un délai de congé de 15 mois (à parfaire);
- Une déclaration que la fiducie South Branch Capital Trust I (**PL TRUST**) a droit à 19 de 50 points sur certains investissements de Fiera Comox dans des stratégies ayant clôturé après le 1<sup>er</sup> janvier 2022;
- Une déclaration que PL Trust a droit à des points sur certains investissements de Fiera Comox dans des stratégies clôturant au plus tard le 31 août 2023;
- Une ordonnance relative à la désignation de l'expert indépendant devant évaluer les actions détenues par PLHoldco dans le capital-actions de la défenderesse Comox Equity Partners inc. (**COMOX EQUITY**).

[5] Le 2 octobre 2024, les défenderesses notifient leur défense. Elles y admettent le congédiement sans cause, mais soutiennent que les demandeurs réclament une compensation supérieure à celle prévue par les diverses ententes liant les parties.

[6] Le 5 septembre 2025, les demandeurs déposent une demande introductive d'instance modifiée (**DEMANDE MODIFIÉE**). Outre le fait qu'elle réduit l'indemnité de fin

d'emploi à 958 333 \$ (à parfaire), la Demande modifiée contient 140 nouveaux paragraphes et de nombreuses nouvelles pièces.

[7] Le 3 octobre suivant, les défenderesses notifient la présente demande. Recherchant la radiation des paragraphes 128.4 o) à w) et 128.5 de la Demande modifiée, ainsi que le retrait de neuf pièces, elles invoquent les motifs suivants : 1) l'absence de compétence de la Cour supérieure sur des allégations et pièces traitant de questions sujettes à des clauses d'arbitrage et de confidentialité; et 2) la non-pertinence d'allégations qui ne présentent aucun lien avec les conclusions recherchées ou qui invitent la Cour à tirer des inférences fondées sur une preuve de faits similaires ou de propension.

### 3. QUESTION EN LITIGE

[8] Faut-il faire droit, en tout ou en partie, à la demande de radiation d'allégations et de retrait de pièces?

### 4. ANALYSE

#### 4.1 Principes applicables à une demande de radiation d'allégations

[9] La demande des défenderesses se fonde sur l'art. 169, al. 2 C.p.c. qui édicte que le tribunal peut ordonner à une partie de procéder à la radiation d'allégations non pertinentes. Ce remède, de nature à assurer le bon déroulement de l'instance, vise à ne pas alourdir le débat par des allégations immatérielles ou hors de propos en regard des conclusions recherchées.

[10] Dans l'affaire *Bluberi Gaming Technologies*<sup>1</sup>, cette Cour rappelle les principes applicables à une demande de radiation d'allégations, y compris le devoir de prudence du tribunal à ce stade préliminaire, cela pour ne pas priver une partie du droit d'administrer, au fond, la preuve de faits allégués pertinents :

[147] Article 169 C.C.P. allows a party to ask that allegations or exhibits that are immaterial to the dispute be struck. The purpose of the rule is to circumscribe the debate between the parties and prevent it from being diverted or tainted by irrelevant allegations. This benefits the parties as well as the judicial system as a whole as it avoids the unnecessary costs and delays involved to refute or explain facts which are considered immaterial or merely tangential to a dispute's resolution.

[148] In general, evidence of any relevant fact is admissible. Evidence is relevant when it aims at proving or refuting a fact in dispute or when it can help the court to assess the probative value of testimony. As such, relevance of allegations

---

<sup>1</sup> 9354-9186 *Québec inc. (Bluberi Gaming Technologies Inc.) c. Callidus Capital Corporation*, 2022 QCCS 1999, paragr. 147-148.

must be measured by their degree of connection with the subject matter of the dispute. When dealing with a demand, one must consider the allegations in light of the cause of action and the conclusions sought. When dealing with a contestation, allegations are material if they are logically connected to the denial of plaintiff's allegations. When in doubt as to whether an allegation is relevant, one must usually trust the party making the allegation. Prudence is all the more warranted in the presence of a complicated case that raises a myriad of issues.

(Références omises)

[11] À cette étape précoce de l'instance, alors que les faits allégués sont tenus pour avérés, la radiation d'allégations, faute de pertinence, ne doit être accordée que dans les cas les plus évidents<sup>2</sup>, en donnant le bénéfice du doute aux allégations dont la pertinence est contestée. D'ailleurs, dans l'arrêt *Bracken*<sup>3</sup>, la Cour d'appel réitère le principe selon lequel s'il subsiste un doute quant à la pertinence d'une allégation ou d'une pièce, il convient de s'en remettre au juge du fond, mieux placé pour dissiper cette incertitude.

[12] Encore très récemment dans l'arrêt *Latulippe*<sup>4</sup>, la Cour d'appel réaffirme cette règle cardinale :

[35] Maintenant, en ce qui concerne la radiation d'allégations, le juge de première instance a commis une erreur de principe en n'appliquant pas les principes juridiques voulant que, premièrement, une demande de radiation d'allégations et de retrait de pièces exige de faire preuve de prudence et que, deuxièmement, l'évaluation autant de la valeur probante d'un élément de preuve que de son admissibilité revienne au premier chef au juge du fond.

[36] En ce sens, la décision du juge de radier certaines allégations sur la base de la non-admissibilité ou l'absence de valeur probante de certains éléments de fait, pourrait empêcher l'appelant d'en faire la preuve s'il le souhaite.

[37] Les intimées auront l'occasion de nier dans leur défense les allégations qu'elles contestent et de s'opposer à l'admissibilité d'éléments de preuve, en temps opportun. Il n'y avait pas lieu pour le juge de trancher les questions de force probante et d'admissibilité de la preuve à ce stade préalable.

(Références omises)

[13] La prudence au stade préliminaire s'impose d'autant plus quand le dossier se révèle complexe, comme en l'instance<sup>5</sup>.

---

<sup>2</sup> *Corporation McKesson Canada c. Losier*, 2004 CanLII 9409, paragr. 21-23.

<sup>3</sup> *Bracken c. Agence du revenu du Québec*, 2024 QCCA 595, paragr. 5.

<sup>4</sup> *Latulippe c. Ligue canadienne de hockey*, 2026 QCCA 185, paragr. 35-37.

<sup>5</sup> *9354-9186 Québec inc. (Bluberi Gaming Technologies Inc.) c. Callidus Capital Corporation*, préc., note 1, paragr. 148.

## 4.2 Les allégations et les pièces contestées

[14] La Demande modifiée comporte les nouveaux paragraphes 128.1 à 128.7, coiffés d'une nouvelle section H intitulée « 2023-2025 : Ongoing delays, non-compliance, and prejudicial applications of agreements ». Les demandeurs y énumèrent des exemples de comportements prétendument préjudiciables des défenderesses, survenus depuis le dépôt de la Demande initiale en avril 2023, et abordent les « *Employees Funds* », un avantage facultatif non lié à la rémunération :

- 128.1 Since the filing of the Originating Application, Defendants have engaged in sustained delays, refusals to honour contractual agreements, and prejudicial applications of the agreements that consistently disadvantage Mr. Lynch.
- 128.2 Regarding the purchase of PLHoldco's shares in Comox Equity Partners, examples include:
- a) Insisting on Mr. Lynch's formal exclusion from the valuation process (Exhibit P-59);
  - b) Delaying the PwC valuation report to December 2023 - over 18 months after Mr. Lynch's termination and six months after the May 31, 2023, valuation date - in breach of section 8.2(1) of the Shareholders' Agreement requiring "use commercially reasonable efforts" to obtain it promptly (Exhibit P-13);
  - c) Refusing to provide any documents related to the valuation requested by Plaintiffs as pre-undertakings (Exhibit P-61);
  - d) Rejecting the Plaintiffs' proposal to file their expert report within two months of receiving the missing valuation documents - a delay caused entirely by the Defendants' own refusal to disclose such documents (Exhibits P-67 and P-68);
  - e) Abruptly proceeding, on February 1<sup>st</sup>, 2024, to "repurchase" PLHoldco's shares on the same day, despite having previously proposed March 15, 2024, as the purchase date (Exhibits P-65 and Exhibit P-66);
  - f) Refusing, after a protracted delay, to structure the transaction in a tax-efficient manner despite section 4.2(10) of the Shareholders' Agreement, causing Mr. Lynch an unnecessary tax impact of approximately \$1 million, despite knowing of the federal capital gains tax increase effective June 25, 2024 (Exhibits P-69 to P-71), which would have caused an even greater tax impact;
  - g) Retaining the benefit of interest on the amount of over \$10 million between the valuation date and the date Comox Equity Partners transferred the funds to purchase PLHoldco's shares;

- h) Refusing to provide documentation confirming the transaction's closing date, preventing Plaintiffs from substantiating the date for tax purposes (Exhibit P-72);
- i) Demanding a release and conditioning the release of funds on its execution (Exhibit P-72), while the impending capital-gains increase exerted undue pressure; and
- j) Failing, despite an undertaking to do so, to provide the safe income calculation needed to mitigate the tax impact caused by Defendants' refusal to structure the transaction appropriately, for more than one year (Exhibits P-73 and P-187), causing charges and penalties from tax authorities to PLHoldco.

128.3 Regarding Mr. Lynch's rights under the Carried Interest Programs, examples include:

- k) Failing to notify Mr. Lynch of the first Private Credit Carried Interest Program distribution dated May 7, 2024, forcing him to learn it from a third-party months later and having to raise the matter with the General Partner (Exhibit P-168);
- l) Conditioning payment of that distribution on signing a release (Exhibit P-169) not required by the governing agreements (Exhibits P-7 and P-17);
- m) Refusing to pay interest to for the delay in paying Mr. Lynch compared to other unit holders (Exhibits P-170 to P-172); and
- n) Failing to provide an account statement setting forth distributions paid and entitlements to future distributions under the Private Equity and Private Credit Carried Interest Programs over a year after promising it on July 30, 2024 (Exhibit P-169), despite multiple follow-ups (Exhibit P-179).

128.4 Regarding governance of and redemptions from the Employee Funds (investment vehicles distinct from the Carried Interest Programs for employees of Fiera Comox, Exhibits D-41 and D-43), examples include:

- o) Ignoring the September 16, 2024, notice that South Branch Capital Trust I had transferred its rights and interests to Mr. Lynch personally, alleging that the transfer has not been conducted appropriately by referring to the wrong agreement (Exhibits P-173, P-175 and P-176),
- p) Continuing to issue tax slips in the name of a dissolved trust (Exhibit P-179);
- q) Adopting an unreasonable and punitive interpretation of the tax allocation provisions of the Private Credit Employee Fund LPA (Exhibit

D-43), resulting in Mr. Lynch being allocated 91% of the fund's taxable income for 2024 despite redeeming his units during the year, effectively forcing him to pay taxes far exceeding his returns to the direct benefit of the very employees who terminated his employment (Exhibits P-180 and P-139);

- r) Refusing, on April 30, 2025, to convene the Combined Investors annual meeting of the Private Equity Employee Fund despite a clear obligation under the LPA (Exhibit D-41, s. 20.1.1) and a formal request from Mr. Lynch (Exhibit P-181), improperly suggesting that his grant of a mandate to the General Partner for the exercise of his votes deprived him of the right to request such a meeting;
- s) Declining, on May 9<sup>th</sup>, 2025, Mr. Lynch's request to reissue his tax slip given that the application of the LPA was inconsistent with the scheme of the LPA, commercial logic, and resulted in punitive consequences for an employee redeeming from the fund (Exhibit P-182);
- t) Issuing, a few days later, a Forced Redemption Notice for Mr. Lynch's interests in the Private Equity Employee Fund (Exhibit P-183), in breach of conditions under the Private Equity Employee Fund LPA governing forced redemptions (Exhibit D-41, Section 10.8.1), despite being made aware that such redemption would likely result in a similarly punitive tax treatment;
- u) Rejecting, on July 31<sup>st</sup>, 2025, Mr. Lynch's offer to sell his interests at 97.5% of their value instead of redeeming for cancellation, contrary to the General Partner's fiduciary obligation to act diligently and in the best interests of the fund's investors (Exhibit P-184);
- v) Wrongly asserting that this offer was "contrary to the terms of the LPA," (Exhibit P-185) despite the Subscription Agreement explicitly allowing such purchases (Exhibit D-41, Section 5 of the Schedule A to the Subscription Agreement); and
- w) Failing to respond to Mr. Lynch's August 14<sup>th</sup>, 2025, request for a payment to offset the punitive tax consequences of the Private Credit Employee Fund redemption, ignoring his request for a reply by August 28<sup>th</sup>, 2025 (Exhibit P-185).

128.5 Mr. Lynch reserves the right to amend this Application to claim damages resulting from the redemption of his interests in the Employee Funds.

128.6 Finally, regarding *litigation conduct*, examples include:

- x) Delaying responses to documents requests, and pre-undertakings and undertakings, even when objections had been rejected by the Court (Exhibits P-174 and P-178); and

- y) Disclosing only a handful of private communication responsive to such requests, despite evidence showing that sensitive business at Fiera Comox was often conducted via private channels (see, e.g., Exhibits P-101, P-105 and P-108).

128.7 This post-filing conduct reflects the same pattern Mr. Lynch faced at Fiera Comox: consistent delays, disregard for contractual duties, and prejudicial application of the governing agreements.

[15] De plus, neuf nouvelles pièces sont communiquées, à savoir les pièces P-139, P-175, P-176, et P-180 à P-185.

[16] Les défenderesses soutiennent que les paragraphes 128.4 et 128.5 de la Demande modifiée doivent être radiés, et les pièces susmentionnées retirées.

### **4.3 La pertinence des allégations et des pièces contestées**

[17] Les défenderesses arguent que les allégations contestées ne revêtent aucune pertinence puisqu'elles n'ont aucun lien avec les conclusions recherchées, et visent plutôt à tirer des inférences fondées sur une preuve de faits similaires.

[18] La pertinence d'allégations ou de pièces s'évalue à la lumière de la cause d'action et des conclusions recherchées. Il faut donc retrouver un lien logique ou de connexité entre l'allégation contestée et la demande. En d'autres termes, l'allégation doit « contribuer à établir le bien-fondé ou à réfuter la position de la partie adverse »<sup>6</sup>.

[19] Les allégations de la Demande modifiée visées par la demande de radiation s'intéressent aux « *Employees Funds* », véhicules financiers qui permettent aux employés d'investir dans des fonds que les défenderesses administrent. Ces avantages qui ne sont liés ni à la rémunération ni à la performance des employés se distinguent des commissions de performance (« *carried interests* » ou « *performance fees* »), qui constituent l'un des chefs de réclamation des demandeurs.

[20] Les défenderesses font valoir que toute mention des « *Employees Funds* » s'avère non pertinente puisque les demandeurs ne réclament pas de compensation à ce chapitre. Cet argument tiendrait la route si ce n'étaient pas les défenderesses elles-mêmes qui avaient dévoilé les « *Employees Funds* » dans leur défense. En effet, pour réfuter l'affirmation de M. Lynch voulant que Fiera Comox ne lui ait pas offert des conditions de travail supérieures à celles dont il avait bénéficié auprès de son employeur précédent, les défenderesses allèguent, aux paragraphes 245 à 263, avoir mis à sa disposition le véhicule d'investissement très attrayant des « *Employees Funds* ». De plus, elles réfèrent aux ententes contractuelles relatives à ces fonds et les communiquent sous scellés comme pièces D-41 et D-43.

---

<sup>6</sup> *Corporation McKesson Canada c. Losier*, préc., note 2, paragr. 23.

[21] De l'avis du Tribunal, les demandeurs peuvent, dans ce contexte, chercher à compléter ou à nuancer les allégations des défenderesses relatives aux « *Employees Funds* », voire à s'en servir pour tenter d'établir le schéma comportemental (*pattern*)<sup>7</sup> préjudiciable qu'ils leur reprochent.

[22] À ce stade préliminaire, il serait téméraire d'exclure cette preuve de faits similaires. La détermination de son admissibilité et de sa pertinence relève de l'appréciation du juge du procès<sup>8</sup>.

#### 4.4 Les clauses d'arbitrage et de confidentialité

[23] Les défenderesses plaident que les allégations sur les « *Employees Funds* » sont irrecevables, car ce véhicule d'investissement est sujet à des clauses d'arbitrage et de confidentialité, et donc hors de portée de la compétence de la Cour supérieure.

[24] Les « *Employees Funds* » sont régis par des ententes : les *Private Equity Employee Feeder Fund Limited Partnership Agreement* et *Private Equity Employee Feeder Fund Subscription Agreement* [pièce D-41 en liasse], ainsi que les *Private Credit Employee Feeder Fund Limited Partnership Agreement* et *Private Credit Employee Fund Subscription Agreement* [pièce D-43 en liasse] (les **ENTENTES**). Ces Ententes comportent une même clause d'arbitrage à leur article 24.1.1 :

24.1.1 Any dispute relating to this Agreement arising between the parties hereto shall be finally adjudicated and determined, at the request of either party, by arbitration conducted in Montreal, Quebec, Canada, or Toronto, Ontario, Canada, at the discretion of the party requesting the arbitration, in English, in accordance with the laws applicable in Ontario, to the exclusion of all courts of law. Any controversy concerning whether a dispute is an arbitrable dispute shall be determined by the arbitral tribunal appointed to determine such dispute under Section 24.1.2. The parties intend that this agreement to arbitrate be valid, exclusive, specifically enforceable and irrevocable.

[25] Les défenderesses soumettent qu'en alléguant que leurs prétendus manquements s'inscrivent dans un *pattern* touchant aussi la gestion des « *Employees Funds* », les demandeurs invitent cette Cour à contourner la clause d'arbitrage et à usurper le rôle de l'arbitre. Elles ajoutent que leurs allégations sur ces fonds ne visent qu'à exposer l'ensemble des avantages que le contrat d'emploi procurait à M. Lynch, et non à débattre de leur contenu.

[26] Bien que les défenderesses aient raison d'invoquer le caractère impératif de la clause 24.1.1 des Ententes, le Tribunal ne partage pas leur avis selon lequel les

<sup>7</sup> 9354-9186 *Québec inc. (Bluberi Gaming Technologies Inc.)*, préc., note 1, paragr. 156-156.1.

<sup>8</sup> *Ville de Montréal c. Construction Cybco inc.*, 2021 QCCA 1078, paragr. 20. Voir également : *Korman c. Municipalité du canton de Potton*, 2024 QCCS 461, paragr. 26, 34-35.

demandeurs, au mépris de la volonté des parties, tentent de contourner la procédure arbitrale.

[27] Les conclusions recherchées déterminent la compétence de la Cour<sup>9</sup>. Or, on n'en repère aucune dans la Demande modifiée qui requiert de trancher un différend sur l'interprétation ou sur l'application des Ententes. De plus, la Cour ne se trouve pas plus conviée à se prononcer sur le caractère arbitral ou non de cette question, les demandeurs reconnaissant que cette détermination est ici du ressort exclusif de l'arbitre. D'ailleurs, on aura remarqué que les défenderesses ne soulèvent pas de moyen déclinatoire.

[28] Les défenderesses ajoutent un argument fondé sur la confidentialité des Ententes.

[29] Celles-ci stipulent en effet une obligation de confidentialité aux articles 24.1.7 et 25.10.1 :

24.1.7 The Disputing parties shall maintain strict confidentiality with respect to all aspects of the arbitration and shall not disclose the fact, conduct or outcome of the arbitration to any non-Disputing Parties to the arbitration, except to the extent required by Applicable Law, or that may be necessary in any court proceeding with respect to the arbitration or to enforce the award in the arbitration, without the prior written consent of the Disputing Parties. Any Disputing Party which breaches this provision shall be subject to the imposition of monetary sanctions in such amount as may be determined by the Tribunal.

25.10.1 Each of the Limited Partners shall, and shall cause its shareholders, partners, members, directors, officers, employees, auditors and legal, financial and tax advisors and the members of the Fund Advisory Committee appointed by it, to maintain the secret and confidential status of, and not, directly or indirectly, disclose or make available to any Person, any information related to the Fund, the Partnership, the General Partner, the Manager and any of their Affiliates, any Portfolio Investment or proposed Portfolio Investment or any Portfolio Entity (collectively, the "**Confidential Fund Information**"), in each case, that is not publicly available (except to the extent publicly available as a result of a disclosure by such Limited Partner or any shareholder, director, employee, officer, legal, financial or tax advisor of such Limited Partner, or any member of the Fund Advisory Committee appointed by it, in violation of this Section 25.10); provided that, subject to Section 25.10.6, a Limited Partner may disclose any such Confidential Fund Information:

(a) to the extent required pursuant to Applicable Law in connection with any proceeding of a Governmental Authority or as otherwise

---

<sup>9</sup> *Gartner c. Municipality of Alleyn-et-Cawood*, 2021 QCCS 2736, paragr. 14-17.

required by Applicable Law (including pursuant to the *Access to Information Act* (Canada) or any equivalent legislation), provided that any such disclosure that is either: (i) not in connection with any proceeding or requirement of a Governmental Authority or (ii) not on a confidential basis, shall require prior written notice thereof to the General Partner; or

- (b) so long as such disclosure is for a *bona fide* business purpose of such Limited Partner, to shareholders, Affiliates, partners, members, directors, officers, employees, auditors and legal, financial and tax advisors of such Limited Partner, and members of the Fund Advisory Committee appointed by it, who are informed of the confidential nature of the information and who agree to be bound by the provisions of this Section 25.10; provided that such Limited Partner agrees to be liable towards the Partnership for any breach of this Section 25.10.1 by any such shareholder, Affiliates, director, officer, employee or legal, financial or tax advisor, or such member of the Fund Advisory Committee.

[30] De l'avis du Tribunal, les défenderesses ne peuvent d'une part, choisir d'alléguer les Ententes sur les « *Employees Funds* », et d'autre part, tenter de museler les demandeurs en imposant des limites au contexte qu'ils souhaitent soumettre en preuve. En outre, de toute évidence, on ne peut reprocher à ceux-ci de violer la confidentialité d'un processus arbitral inexistant.

**POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :**

[31] **REJETTE** la demande de radiation d'allégations et de retrait de pièces des défenderesses;

[32] **AVEC FRAIS DE JUSTICE.**

---

GUYLÈNE BEAUGÉ, j.c.s.

Me Étienne Morin-Lévesque  
IMK S.E.N.C.R.L./IMK L.L.P.  
Avocat des demandeurs

Me Julie Carlesso  
Me Henri Barbeau  
Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l.  
Avocats des défenderesses

Date d'audience : 5 mars 2026

